

A la COP30, un accord insuffisant face à l'urgence climatique

Les 194 pays réunis à Belem ont validé une hausse de la finance pour l'adaptation, mais échoué à mentionner clairement les énergies fossiles et à rehausser l'ambition climatique

BELEM (BRÉSIL) - envoyées spéciales

Un centre de conférences en feu dans le monde en surchauffe. Un sommet mondial sur le climat aux portes de la plus vaste forêt tropicale de la planète. Des peuples autochtones s'opposant aux forces de sécurité à quelques mètres des salles de négociations. La COP30 de Belem (Brésil) a été chargée en symboles. Elle s'est achevée, samedi 22 novembre, sans arracher le plus capital : être celle d'une accélération de la lutte contre le réchauffement climatique, dix ans après l'adoption de l'accord de Paris, et alors que le seuil de +1,5 °C a été franchi pour la première fois en 2024.

Les délégations de 194 pays, réunies depuis le 10 novembre dans la ville fluviale du Nord brésilien, sont parvenues à un accord éloigné des attentes et de l'urgence climatique. Il acte une hausse des efforts financiers en faveur de l'adaptation au changement climatique, mais échoue à mettre sur pied un plan pour sortir des énergies fossiles, principale cause

du réchauffement. Et il ne répond qu'à peine au manque d'ambition des feuilles de route climatiques nationales, insuffisantes pour éviter les pires effets de la crise. Mais, à défaut de véritablement avancer, la COP a au moins le mérite de ne pas enregistrer de recul.

Si l'Union européenne (UE) a envisagé un temps de claquer la porte des négociations, le commissaire pour le climat, Wopke Hoekstra, a finalement tenu à saluer un « pas extrêmement important dans la bonne direction ». « Nous tendons activement la main aux plus pauvres et aux plus vulnérables en leur fournissant davantage de financements pour leur adaptation, et même si c'est un peu abstrait, faire des choses ensemble est extrêmement précieux », a-t-il réagi. Le chef de la délégation chinoise, Li Gao, a parlé d'un « succès dans une situation très difficile », tandis que la ministre française de la transition écologique, Monique Barbut, évoquait à l'inverse un « accord sans ambition ».

Le Réseau Action Climat-International, qui rassemble plus de 2000 organisations de la société civile, déplore également des « résultats très faibles ». « Les gouvernements n'ont



pas présenté de plan de réponse mondial concret pour combler le déficit d'ambition et se sont seulement engagés à mettre en place des processus supplémentaires pour y remédier », a-t-il dénoncé. Signe que la déception était partagée par une partie des délégations, les coups de marteau marquant l'adoption du paquet de textes ont été accueillis par des applaudissements peu nourris, et de fortes ten-

sions entre pays. Dans un monde plus que jamais percuté par les conflits militaires et financiers, et dans une atmosphère encore fortement marquée par les résultats mitigés de la COP29 de Bakou, en 2024, la défiance entre le Nord et le Sud est restée forte. Le processus n'a toutefois pas implosé : alors que les Etats-Unis ont déserté l'arène climatique pour mieux la combattre, les 194 parties ont

« L'espoir, c'est que le sujet des énergies fossiles ne soit plus enterré »

Laurence Tubiana, l'envoyée spéciale pour l'Europe à Belem, appelle l'Union européenne à revoir sa stratégie pour sortir de l'isolement

ENTRETIEN

BELEM (BRÉSIL) - envoyées spéciales

Ambassadrice chargée des négociations lors de l'adoption de l'accord de Paris sur le climat en 2015, la présidente de la Fondation européenne pour le climat, Laurence Tubiana, était envoyée spéciale pour l'Europe à la 30^e conférence mondiale pour le climat (COP30), qui vient de s'achever à Belem, au Brésil, sur un accord modeste.

Quels sont les principaux résultats de la COP30 ?

Ce qui est très positif, c'est que nous avons réussi à démentir l'idée que le multilatéralisme serait inutile, que Donald Trump aurait raison de quitter l'accord de Paris. C'est un petit pas, mais dans la bonne direction. Il était également important d'accroître la finance pour l'adaptation au changement climatique, même s'il y a des frustrations autour de la formulation. Il y a aussi beaucoup d'autres avancées : la reconnaissance du rôle des femmes et du fait qu'elles sont les plus affectées par le réchauffement, un programme de travail sur la transition juste, une déclaration contre la désinformation climatique, une task force pour la taxation des jets privés. Après une bataille autour de la science, nous avons également réussi à maintenir des références au Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évo-

lution du climat [GIEC] dans le principal texte.

Les pays ont été incapables de mentionner les combustibles fossiles dans la décision finale. Comment est-ce possible ?

Plus de 80 pays poussaient pour l'adoption d'une feuille de route sur la sortie des fossiles – l'Union européenne [UE] et des petits pays. Mais à peu près autant, des exportateurs de pétrole – le groupe arabe appuyé par les grands émergents comme l'Inde – ne voulaient pas de cette mention. Entre les deux, certains, comme la majorité des Etats africains, ne savaient pas comment se positionner. Le président brésilien, Lula, et Marina Silva, la ministre brésilienne de l'environnement et du climat, ont été courageux de porter cette question, et la pression de la société civile, très présente, a été utile. Mais, à la fin, la voix des pays émergents a été très puissante. Ce qui est porteur

d'espoir, c'est que le sujet revienne désormais à chaque COP, il n'est plus enterré. Désormais, certains pays d'Amérique latine, d'Afrique de l'Est ou des petites îles envisagent de pouvoir se développer tout en sortant des fossiles. C'est vraiment nouveau.

L'UE a menacé de claquer la porte des négociations car l'ambition était insuffisante. N'aurait-elle pas dû le faire ?

C'était un choix délicat. Cela aurait voulu dire que le système était vraiment en crise et, évidemment, les Américains n'attendaient que ça. Jusqu'au bout, la discussion entre pays européens a été très vive. Ce qui a joué, c'est que les pays du groupe d'Amérique latine [qui réclamaient également davantage d'ambition] n'étaient pas prêts à sortir complètement des négociations. Et si l'UE sortait, le message aurait été : c'est l'Europe qui casse le multilatéralisme, et elle part pour ne pas avoir à donner plus de finance climatique. Il fallait mesurer ces risques. La décision de rester était raisonnable.

L'UE a tout de même été vivement critiquée, pourquoi ?

Il y a cette géopolitique qui change, où l'UE a moins de poids, moins d'importance. Aujourd'hui, elle est encore très polarisée sur les Etats-Unis. Or, il vaudrait mieux qu'elle définisse rapidement ses relations avec des pays

émergents tels que l'Inde, la Chine, le Brésil. Qu'elle ait avec eux une vraie politique de commerce et d'investissement, pour savoir quelles alliances nouer et ne pas se retrouver isolée dans ce genre d'enceinte. Les hésitations intra-européennes [sur la définition de son ambition climatique] n'ont pas aidé non plus. Pendant la COP, l'UE a tout de même pu travailler de concert avec des pays d'Amérique latine et avec une partie des petites îles du Pacifique, même si celles-ci sont aujourd'hui dans une position de repli. Quand elles se battent pour leur survie, elles considèrent que personne ne les écoute, alors leur priorité est d'abord d'obtenir des financements pour pouvoir s'adapter.

L'UE a été accusée de réclamer plus d'ambition, mais de ne pas vouloir faire davantage d'efforts financiers... Joue-t-elle un double jeu ?

Elle ne voulait pas céder sur le volet financier parce qu'elle n'arrivait pas à obtenir quoi que ce soit sur la manière de répondre au manque d'ambition des plans climatiques nationaux. Cela a été un très gros blocage jusqu'à la fin. Personnellement, je pense qu'il aurait été plus utile d'avancer sur l'adaptation tout de suite, mais il est vrai que l'engagement consistant à tripler les financements était le seul résultat concret de cette COP [et donc la monnaie d'échange de l'UE]. Le reste, ce sont des ré-

flexions, des études, des rapports... L'UE est restée tout le temps sur la défensive. Il faut qu'elle réfléchisse à sa stratégie diplomatique, pour ne pas se retrouver dans cette situation la prochaine fois. Cela suppose une préparation très en amont, pour voir sur quels points elle peut s'entendre avec différents groupes de pays. Il faut passer du temps à comprendre les problèmes de chacun et essayer de trouver un champ des possibles. Cela ne peut pas se faire en quelques jours.

Que pensez-vous de la manière dont le Brésil a assumé la présidence ?

Je crois qu'il faut un mode de négociation qui laisse du temps aux parties pour se parler collectivement, et c'est d'ailleurs ce qu'ont dit des pays latino-américains samedi à la fin de la séance en plénière [ils ont dénoncé un manque de transparence de la part de la présidence]. C'est très important que la présidence écoute les uns et les autres, mais elle ne peut pas toute seule trouver le point d'équilibre entre les positions de chacun. Quand elle essaie de le faire, comme ça avait déjà été le cas en Egypte, aux Emirats arabes unis et en Azerbaïdjan, lors des précédentes COP, cela crée des divisions.

A Paris, pendant la COP21, nous avons fait autrement. C'était particulier car nous avions un texte complet à négocier, mais nous avons fait des groupes de travail,

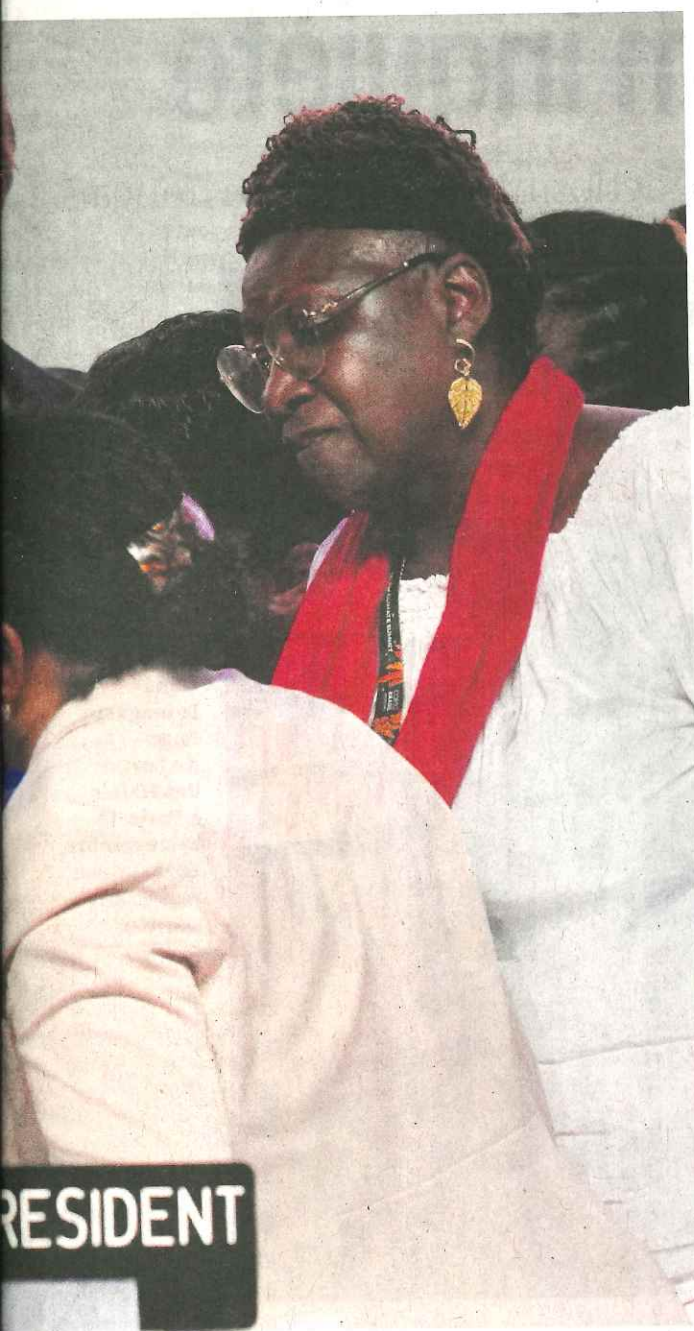
des réunions tous les soirs, les gens ont vu le document évoluer sous leurs yeux. Nous avons joué la transparence. Vu les divisions et les conflits géopolitiques qui pènerent dans l'enceinte de la COP, il faut avoir une méthode qui restaure la voix des plus petits pays. A Belem, les pays arabes ont défini ce qu'allait être le cadre, ils étaient très bien préparés. Ensuite, il a fallu ramper pour remettre un peu d'autres choses dans le texte.

Ces batailles ne montrent-elles pas la limite des COP pour résoudre la crise climatique ?

Les COP sont-elles suffisantes ? Non. Mais nous ne disposons pas de beaucoup d'autres espaces pour avancer. Désormais, les négociations climatiques impliquent de moins en moins de prendre de nouvelles décisions : il faut mettre en œuvre celles qui ont déjà été adoptées. Or, la diplomatie climatique n'est plus en tête des préoccupations des pays.

Aujourd'hui, nous devons donner une place plus importante aux citoyens et aux acteurs sous-étatiques, comme les villes et les entreprises – à condition qu'elles acceptent de vrais mécanismes de redevabilité. Nous devons aussi définir le nouveau multilatéralisme, sans quoi les pays émergents s'en chargeront, et cela ne sera pas ambivalent pour le climat. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
AUDREY GARRIC
ET FERRINE MOUTERDE



André Corrêa do Lago, président de la COP30, assis, tandis que Simon Stiell, responsable des questions climatiques aux Nations unies (à gauche), s'entretient avec d'autres responsables de l'ONU, à Belem (Brésil), le 22 novembre.

ANDRÉ PENNER/AP

«réaffirmé avec force» leur engagement en faveur du multilatéralisme et de l'accord de Paris, ce qui constitue en soi un succès. Ils démontrent qu'ils n'entendent pas suivre l'exemple américain ni renier la lutte contre le réchauffement.

Sur leur capacité d'être à la hauteur de l'urgence, les Etats n'ont, en revanche, donné que très peu de gages concrets. Malgré l'élan important qui s'est exprimé, depuis le début de la COP, en faveur de l'établissement d'une feuille de route pour organiser la sortie progressive du charbon, du pétrole et du gaz, cette proposition n'a pas réussi à s'imposer dans la principale décision, un texte politique baptisé «Mutirao», d'après le terme d'origine autochtone qui désigne l'action collective dans un but commun dont la présidence brésilienne avait fait sa devise. Ce texte ne contient pas les termes «combustibles fossiles», qui ne sont évoqués que par le biais d'une «référence au consensus des Emirats arabes unis»: lors de la COP28 de Dubaï, en 2023, les parties s'étaient engagées à «une transition hors des énergies fossiles».

LULA SAUVE LA FACE

Jusqu'au bout, un certain nombre de pays, et notamment l'UE et la Colombie, ont tenté d'obtenir une formulation ambitieuse. Les Européens ont même menacé de quitter Belem sans accord, vendredi, s'ils n'obtenaient pas gain de cause. Mais cette large coalition s'est heurtée à la résistance habituelle des pays pétroliers, menés par l'Arabie saoudite, mais aussi à celle de grands émergents comme l'Inde ou la Russie.

La simple référence au consensus de Dubaï, arrachée après vingt-quatre heures de pourparlers, permet de réaffirmer que l'engagement pris il y a deux ans tient toujours, mais ne constitue en rien un progrès. Le rapport de force autour de cette mention souligne en tout cas à quel point l'accord de Dubaï reste contesté par certains – même si, en parallèle, le développement des énergies renouvelables s'accélère partout sur la planète, laissant espérer l'atteinte d'un pic de la consommation de fossiles.

A la dernière minute, le président de la COP30, André Corrêa do Lago, a aussi reconnu que certaines parties attendaient davantage d'ambition et annoncé le lancement d'une feuille de route «pour surmonter notre dépendance aux fossiles», mais qui sera discutée en parallèle du processus officiel, avec les Etats volontaires. «Ce n'est rien du tout, une coalition comme il y en a d'autres, sans force d'obligation», balaye Monique Barbut. Cette annonce – la plus applaudie – a permis au président brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva, de sauver la face, lui qui avait hissé la

nalement, il n'est pas rempli. Les pays étaient censés publier cette année de nouvelles contributions déterminées au niveau national (NDC en anglais), c'est-à-dire des plans plus ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre, comme les y engage l'accord de Paris. Près de 120 Etats ont répondu présent (UE, Chine, Australie, etc.), mais plus de 70 n'ont pas été au rendez-vous, dont l'Inde, l'Argentine et l'Arabie saoudite.

Après Belem, le compte n'y est toujours pas. La décision finale presse les retardataires de soumettre leur NDC «le plus tôt possible». L'enjeu était également de garder l'objectif de limiter le réchauffement à 1,5 °C «à portée de main», alors que les promesses des pays mènent la planète vers un réchauffement dangereux de 2,5 °C en 2100. Lançant des rapports et initiatives volontaires, les textes engagent seulement les Etats à «s'efforcer de faire mieux collectivement» dans la mise en œuvre de leurs plans climat.

La bulle des négociations climatiques n'a pas échappé aux guerres commerciales mondiales. Le commerce s'est ainsi imposé de manière inattendue comme l'un des sujets-clés de cette COP. La décision rappelle, pour la première fois, l'importance de maintenir un système économique permettant à toutes les parties de se développer pour les aider à répondre aux problèmes du réchauffement et annonce des «dialogues» entre toutes les parties. Le mécanisme européen d'ajustement carbone aux frontières, qui doit entrer en vigueur dans six semaines et taxe l'importation de certains produits polluants, a été particulièrement visé par la Chine, l'Inde ou encore l'Afrique du Sud.

Le fait que cette COP se tienne aux portes de l'Amazonie avait été largement mis en scène par le président Lula, qui souhaitait que le monde entier puisse voir cet écosystème si crucial pour l'avenir de la planète. La plupart des quelque 55 000 participants accrédités, enfermés pendant deux semaines dans un long tunnel de toile grise, n'auront pour la plupart aperçu cette forêt que depuis le hublot d'un avion – même s'ils auront expérimenté la forte humidité et les averses spectaculaires de la région.

MANQUE DE TRANSPARENCE

La lutte contre la déforestation a bien fait l'objet de discussions et d'annonces, comme celle du lancement d'un nouveau fonds par le Brésil. Des représentants des peuples autochtones ont aussi pu rappeler à quel point il est urgent de préserver ces habitats. Mais le sujet n'a pas réussi à s'imposer dans les négociations officielles: une «feuille de route» visant à mettre un terme à la déforestation d'ici à 2030 a bien été lancée, mais de manière volontaire. La décision se contente de rappeler «l'importance» de «protéger et restaurer la nature». Parmi les avancées majeures, en revanche, les pays se sont entendus pour développer un «mécanisme de transition juste». Cette revendication portée depuis plusieurs années par la société civile s'est affichée sur des badges et des banderoles sous l'acronyme «BAM!» («Belem Action Mechanism»). L'objectif de ce nouvel organe est d'améliorer le partage de connaissances et de savoir-faire pour éviter que les transitions énergétiques et écologiques ne pénalisent certaines catégories de populations. «La transition juste, c'est notamment la question des emplois», dit Caroline Brouillette, du Réseau Action Climat-Canada. Comment soutenir ceux qui travaillent dans le secteur des sables bitumineux au Canada alors que l'on doit sortir des fossiles. »

Manceuvrer dans les obscures arcanes climatiques, où chaque mot et chaque virgule sont pesés entre des intérêts totalement opposés, n'est jamais chose aisée. Si la présidence brésilienne de la COP30 a d'abord été unanimement saluée pour ses talents de négociation, elle a été vivement critiquée pour son inflexibilité et son manque de transparence, dans les dernières heures, par des délégations européennes et sud-américaines. Les divergences internes entre la présidence de la COP30 et le tandem formé par Lula et la ministre de l'environnement, Marina Silva, ont aussi pesé sur les discussions.

La mission du Brésil n'était toutefois pas simple: dix ans après l'accord de Paris, l'urgence est moins de faire de nouvelles grandes promesses que de mettre en œuvre toutes celles qui sont déjà sur la table. Que négocier, à 194 parties et au consensus, pour s'assurer que chacun concrétise ses engagements, dans le cadre de son propre contexte national? Et avec quels partenaires s'allier dans ce monde fracturé? «On va devoir réfléchir de façon très différente au positionnement de l'UE et aux alliances qu'on veut nouer», prévient Monique Barbut. L'Europe s'est sentie «lâchée», notamment par les petites îles, traditionnels partenaires. La Turquie et l'Australie, qui coprésideront la COP31, seront confrontées au même défi en 2026. ■

AUDREY GARRIC
ET PERRINE MOUTERDE

échappe aux restrictions

La Convention sur le commerce des espèces menacées a reconnu des anomalies dans les acquisitions, sans les limiter

Un constat sévère... pour peu de conséquences. Dimanche 23 novembre, le comité permanent de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (Cites) a adopté un rapport de son secrétariat qui documente de nombreux cas d'importations problématiques d'animaux par deux structures indiennes situées dans l'Etat du Gujarat: le Radhe Krishna Temple Elephant Welfare Trust et le Greens Zoological, Rescue and Rehabilitation Centre. Ces établissements, propriété de Mukesh Ambani, l'homme le plus riche d'Asie, forment le complexe privé de Vantara («l'étoile de la jungle»), devenu en quelques années le plus grand parc animalier au monde, comptant plusieurs dizaines de milliers de spécimens. Ces deux structures ont acquis en nombre des espèces inscrites sur l'annexe I de la Cites pour lesquelles les importations sont très strictement encadrées. Or, la vérification de l'origine des animaux n'a pas été suffisante dans de nombreux cas, souligne le rapport adopté par consensus, lors d'une réunion à Samarcande (Ouzbékistan), et les autorités indiennes ont manqué de «diligence» dans les permis accordés.

Pour autant, l'Inde échappe à toute restriction de ses importations, contrairement à ce que demandait le secrétariat de la Cites dans son rapport initial, publié début novembre. Celui-ci préconisait que le pays suspende toute importation de spécimens relevant de l'annexe I, jusqu'à ce que les autorités indiennes donnent des gages d'une plus grande diligence. Si l'Union européenne a soutenu une telle suspension, une majorité d'Etats, dont le Koweït, l'Indonésie et les Emirats arabes unis, se sont rangés derrière l'Inde pour exclure toute restriction.

En outre, l'Inde a obtenu que ses propres autorités effectuent les vérifications dans les pays exportateurs, quand la société civile et l'Europe plaident pour que cette mission de police soit effectuée de manière indépendante par la Cites. «Les seules mesures de bon sens, concrètes et immédiates, qui auraient pu être prises ont été écartées», regrette Lorène Jacquet, responsable des campagnes et plaidoyer à la Fondation 30 millions d'amis, qui enquête depuis des mois avec des partenaires internationaux sur les acquisitions de Vantara. La fondation a ainsi établi

que le complexe a importé le chiffre colossal de près de 52 000 mammifères, oiseaux, reptiles et amphibiens, depuis 2022, ce qui pourrait s'apparenter au «plus grand trafic d'espèces sauvages de tous les temps». Rien qu'en août et en septembre 2 473 animaux ont été importés, dont plusieurs spécimens d'espèces inscrites à l'annexe I.

Transferts douteux

Représentant les ONG au comité permanent de la Cites, Iris Ho, de la Pan African Sanctuary Alliance, a exprimé les inquiétudes de la société civile quant à l'acquisition de plus de 70 grands singes entre 2023 et 2025. «Toutes les espèces de grands singes sont en danger critique d'extinction ou en danger et inscrites à l'annexe I, a-t-elle insisté. Le commerce international de ces espèces doit être exceptionnel et faciliter leur conservation.»

Le rapport documente plusieurs transferts douteux vers le parc gujarati, dont celui de huit chimpanzés envoyés depuis la République démocratique du Congo (RDC), pour lesquels il existe de fortes présomptions de prélèvements dans la nature. D'autres cas sont sujets à caution, dont un grand nombre d'animaux ayant transité par les Emirats arabes unis. Présents à Samarcande, la RDC comme les Emirats ont assuré avoir opéré en totale conformité avec les règles de la Convention, mais leurs activités feront l'objet d'autres discussions dans les quinze prochains jours, lors de la conférence des parties de la Cites, qui se tient jusqu'au 5 décembre.

En convainquant une majorité d'Etats de s'opposer à des mesures restrictives, les autorités indiennes confirment leur alignement avec les intérêts de Vantara et de ses propriétaires, la famille Ambani.

Pour M^{me} Jacquet, deux scénarios se profilent désormais: «Dans l'hypothèse la plus optimiste, on peut espérer qu'avec toute la lumière portée sur leurs activités les responsables de Vantara vont devoir prendre des pincettes, et freiner leurs acquisitions.» Mais, selon un autre scénario plus inquiétant, «l'Inde pourra revenir dans un an, devant le comité permanent de la Cites, présenter un rapport assurant que ses vérifications dans les pays exportateurs concluent à une totale conformité. Ce serait dramatique et une perte de crédibilité de la Cites». ■

MATHILDE GÉRARD

UNI FR

La Faculté des sciences de l'éducation et de la formation de l'Université de Fribourg/Suisse met au concours un poste de

PROFESSEUR·E EN PÉDAGOGIE SPÉCIALISÉE (OPEN RANK)

70 - 80 %
avec perspective éventuelle d'un plein temps à moyen terme

Profil du poste

- Solide ancrage disciplinaire et interdisciplinaire en pédagogie spécialisée avec une expertise reconnue dans le domaine des troubles neurodéveloppementaux, en particulier du trouble du développement intellectuel, et/ou de ses caractéristiques associées (sensorielles, motrices, comportementales, etc.).
- Doctorat en pédagogie spécialisée ou dans un domaine voisin (sciences de l'éducation, psychologie, etc.). Habilitation ou qualifications jugées équivalentes.

Entrée en fonction : 1^{er} août 2026

Les dossiers de candidature comprenant un CV, une lettre de motivation, une liste des publications, une liste des projets de recherche ainsi que quatre publications pertinentes en format PDF doivent être envoyés sous forme électronique au Dénat de la Faculté des sciences de l'éducation et de la formation, decanat-eduform@unifr.ch, avant le 5 janvier 2026.